

# DECISION DCC 20-197 DU 06 FEVRIER 2020

## ***La Cour constitutionnelle,***

Saisie d'une requête en date à Cotonou du 21 octobre 2019, enregistrée à son secrétariat le 29 janvier 2020, sous le numéro 0198/065/REC-20, par laquelle monsieur Emile Sessinou AHOHE, 01BP 617, forme un recours en vue de son inscription sur la liste électorale ;

**VU** la Constitution ;

**VU** la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

**VU** les lois n° 2018-31 du 09 octobre 2018 et n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin ;

**VU** le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï messieurs Joseph DJOGBENOU et Sylvain M. NOUWATIN en leur rapport ;

Après en avoir délibéré ;

**Considérant** que le requérant expose qu'il ne figure pas sur la liste électorale permanente informatisée, que toutes les démarches entreprises auprès de l'Agence nationale de traitement (ANT) n'ont pas prospéré ; qu'il sollicite le concours de la Cour pour y figurer ;

**VU** les articles 6 alinéa 1 et 206 de la n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin ainsi que les

articles 154 et 218 de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 6 alinéa 1 de la loi n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral : « *Les élections se font avec une liste électorale informatisée (LEI)* » ; que cependant, l'article 206 de la même loi dispose que « *Nonobstant les dispositions du présent code relatives à l'ANIP et à l'établissement de la LEI, les membres du Conseil d'orientation et de supervision (COS) se renouvellent et supervisent la mise à jour du fichier électoral national jusqu'à l'établissement de la LEPI avec laquelle s'organise l'élection du président de la République en 2021* » ; qu'il en résulte que les dispositions de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin relatives à l'établissement du fichier électoral national et de la Liste électorale permanente informatisée (LEPI) restent en vigueur jusqu'à l'établissement de la LEI en 2021 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 218 de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin, tout le contentieux de l'actualisation du fichier électoral national et de la liste électorale permanente informatisée relève de la Cour constitutionnelle, qu'en l'espèce, le requérant sollicite son inscription sur la liste électorale permanente informatisée ainsi que l'établissement de leur carte d'électeur ; qu'une telle demande qui relève du contentieux de l'actualisation du fichier électoral national et de la liste électorale permanente informatisée ressortit de la compétence de la Cour ; qu'en conséquence, il y a lieu d'y statuer ;

**Considérant** que l'article 154 du code électoral de 2018 suscitée dispose : « *Tous les citoyens qui remplissent les conditions déterminées par la loi pour être électeurs **ont le droit et l'obligation** de s'inscrire sur la liste électorale* ». Il résulte de cette disposition que le législateur a voulu faire de l'inscription sur la liste électorale, à la fois, un droit et **un devoir** pour tout citoyen qui en remplit les conditions ; que dès lors, nulle restriction, autre que celle concernant les qualités requises pour être électeur, ne saurait empêcher un citoyen qui en fait la demande de figurer sur la liste électorale permanente informatisée ; qu'en conséquence, il y a lieu de faire droit à la demande du requérant et d'ordonner à l'Agence nationale de Traitement de procéder à leur inscription sur la liste électorale permanente informatisée au centre de vote de son

choix pour autant qu'il remplit les conditions exigées par la loi pour être électeur ;

## ***EN CONSEQUENCE :***

Ordonne l'inscription sur la liste électorale de monsieur Emile Sessinou AHOHE.

La présente décision sera notifiée à monsieur Emile Sessinou AHOHE, au président du Conseil d'Orientation et de Supervision de la Liste électorale permanente informatisée (COS-LEPI), au régisseur de l'Agence nationale de traitement (ANT) et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le six février deux mille vingt,

|           |                |                       |                |
|-----------|----------------|-----------------------|----------------|
| Messieurs | Joseph Razaki  | DJOGBENOU             | Président      |
|           | Rigobert A.    | AMOUDA ISSIFOU        | Vice-Président |
|           | C. Marie-José  | AZON                  | Membre         |
| Madame    |                | de DRAVO ZINZINDOHOUE | Membre         |
| Messieurs | André Fassassi | KATARY                | Membre         |
|           | Sylvain M.     | MOUSTAPHA             | Membre         |
|           |                | NOUWATIN              | Membre         |

Les Rapporteurs,

***Sylvain M. NOUWATIN.-***

***Joseph DJOGBENOU.-***

Le Président,

***Joseph DJOGBENOU.-***